



Des femmes en Colombie manifestent pour leurs proches disparus.

PBI Suisse

2019

Chère lectrice, cher lecteur,

Le message du Conseil fédéral sur la coopération internationale au développement 2021 – 2024 a eu un fort impact sur PBI Suisse l'année dernière. Celui-ci ne prévoit en effet rien de moins que le retrait des programmes de coopération bilatérale avec l'Amérique latine.

Les défis que cela représente pour une petite organisation comme PBI Suisse sont nombreux et variés et les effets de cette décision ne se feront réellement sentir que dans les années à venir. Cependant, les nouvelles conditions cadres de financement se profilent déjà à l'horizon. Elles portent un coup dur à PBI Suisse et rendent difficile la réalisation de son mandat de promotion des droits humains. Des ajustements ont été apportés pour alléger la charge budgétaire, en particulier dans le domaine administratif.

L'année 2019 nous a montré que nous pouvons compter sur la solidarité de nos membres et de nos donatrices et donateurs. Le déficit élevé de 2018 a été presque entièrement compensé en 2019. Cet excédent a été affecté aux réserves de PBI Suisse afin que le travail de l'organisation puisse également être assuré à l'avenir.

Dans cette perspective, nous tenons à exprimer nos chaleureux remerciements pour la confiance que vous nous avez accordée.

T. Fehlmann *A. Nagel*

Therese Fehlmann
Présidente

Andrea Nagel
Directrice

Entre la vie et la mort : disparitions forcées en Colombie

EVA GUERREIRO & PBI COLOMBIA

Les disparitions forcées représentent un crime international, une violation des droits humains, une tragédie sans fin, une douleur permanente. L'entourage d'une personne disparue ne cessera de compter le nombre de jours exacts depuis son absence, d'imaginer le possible et l'impossible, de se demander si leur être cher va bien ou s'il a de la nourriture, de rêver qu'il est vivant. Chaque seconde qui s'écoule amène aussi les proches à visualiser une mort possible différente ; un arrachement injuste, inexplicable, inexplicable.

Les disparitions forcées représentent une torture psychologique. « *Que s'est-il passé ? Où sont-elles ? Pourquoi ?* » sont les questions qui hantent inlassablement les proches de personnes disparues. Car tant qu'elles ne seront pas retrouvées, planeront des doutes, des questions, des remords et toujours beaucoup d'espoir.

Les Accords de Paix comme élan d'espoir pour établir vérité et justice

Bien qu'invisibilisées et longtemps mises sous silence, les disparitions forcées sont des conséquences dramatiques du conflit armé colombien. Selon le Centre national colombien de mémoire historique, au moins 82 998 personnes ont disparu de force entre 1958 et 2017. Ces cas sont perpétrés tant par les forces gouvernementales que les paramilitaires, les guérillas et d'autres groupes armés. À cela s'ajoutent les disparitions dans les cas d'exécutions extrajudiciaires (connues en Colombie sous le nom de « falsos positivos ») ainsi que les séquestrations. Les Accords de Paix signés en 2016 entre le gouvernement et les FARC ont toutefois redonné un élan d'espoir aux victimes directes et indirectes de disparitions forcées. Ils ont permis de déployer des mécanismes de justice transitionnelle, basée sur quatre piliers fondamentaux : le droit à la vérité, à la justice, à la réparation et à la garantie de non-répétition.

Volontaires sur le terrain

GUATEMALA
JESSICA GARCÍA 02/18–02/19



COLOMBIE
MANUEL MÜLLER depuis 09/19
MARILÈNE ALLEMANN 08/18–01/20
SOPHIE HELLE 04/18–10/19
YVONNE FURRER 12/17–06/19



Suite de *Entre la vie et la mort : disparitions forcées en Colombie*

Un acte de reconnaissance pour les femmes chercheuses de personnes disparues

Ce sont justement autour de ces droits que plus de 400 personnes se sont réunies lors de l'Encuentro de la Verdad (Rencontre de la vérité) qui s'est déroulé fin août 2019 à Pasto, dans le département de Nariño. L'événement avait pour but de rendre hommage au courage et à la persévérance remarquables des femmes et membres de la famille qui cherchent leurs proches et qui luttent pour obtenir vérité et justice, parfois depuis plus de 40 ans. Rassemblées à cette occasion, des femmes, des mères et des sœurs, mais aussi des organisations d'aide aux victimes, ont partagé leurs expériences et témoignages, espérant ainsi générer une réflexion sociale sur les impacts de la disparition forcée. Elles ont également interpellé les institutions concernées afin qu'elles assument leurs responsabilités et proposent des solutions concrètes pour réparer, au moins en partie, la tragédie commune qui les touche.

Sophie Helle, volontaire suisse en Colombie, se souvient de sa mission : « La réunion de toutes les organisations de la société civile travaillant sur les disparitions forcées symbolisait la force des femmes chercheuses qui luttent sans relâche. L'émotion était à son comble durant ces deux jours de rencontre. Entre pleurs, cris de tristesse ou de revendications, résonnait sans cesse le cri de ralliement : « Où sont-ils ? Où sont-elles ? Parce qu'ils et elles ont été emmené·e·s vivant·e·s, nous voulons les récupérer vivant·e·s ! » J'ai aussi pu me rendre compte de l'importance du travail effectué sur la durée par des organisations accompagnées par PBI, telles que la Fundación Nydia Erika Bautista. »



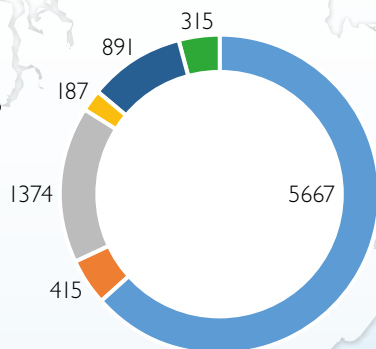
Adriana Quintero avec Fidel et Carlos, qui faisaient partie de l'équipe PBI à Medellín au début des années 2000.

PBI et les victimes de disparition forcée : un lien profond

Parmi les gens présents à l'événement, il y avait également une personne bien connue de PBI : Adriana Quintero. Son père, Angel Quintero, a disparu le 6 octobre 2000 avec sa collègue Claudia Monsalve. Tous deux étaient membres de l'ASFADDES, l'associa-

Heures bénévoles

- Travail sur le terrain
- Affaires associatives
- Sensibilisation
- Plaidoyer, International, suivi des volontaires
- Recherche de fonds
- Administration



Personnel

ANDREA NAGEL

Directrice jusqu'en mars 2020, 60%

KATIA AEBY

Sensibilisation et suivi des volontaires, Directrice depuis avril 2020, 60%

KIM-MAIVU

Coordinatrice plaidoyer à Genève, 70–80%

GABRIELLE COTTIER

Sensibilisation et recherche de fonds Romandie, jusqu'en octobre 2019, 50%

ANNA MANCONI

Suivi des projets et recherche de fonds Suisse alémanique, 60%

NATACHA CORNAZ

Sensibilisation et recherche de fonds Romandie, depuis novembre 2019, 50%

VOLONTAIRES AVEC UN CONTRAT DE RETOUR

JESSICA GARCÍA

JOHAN JAQUET

Comité national

THERESE FEHLMANN

Présidente, finances & recherche des fonds

SIBYLLE GANZ-KOECHLIN

SIMONE GESSLER

JOHAN JAQUET

Ressources humaines

CORSIN BLUMENTHAL

Plaidoyer et réseau

NADIA GRABER

Relations Internationales

Stagiaires

KENDRA BÄTSCHER

FEDERICA BUSCO

SELINA FALCONE

LENA FREIBURGHÄUS

ANSELMA KÜNZLE

MARINE PAYOT

ZOE PAULI

MÉGHANE WIDMER

tion des parents de victimes de disparition forcée, et étaient alors accompagnés par PBI. Cet événement a profondément marqué l'histoire de l'organisation. PBI a ensuite accompagné leurs proches dans leurs recherches, mais à ce jour ils n'ont pas été retrouvés et il n'y a toujours pas de réponse.

Lors de l'événement, Adriana Quintero est revenue sur la douleur et l'impact psychologique de se voir retirer un être cher, mais a également exprimé la détermination de sa famille à rechercher son père jusqu'à ce qu'ils le retrouvent et qu'ils connaissent la vérité sur sa disparition. Revenue en Colombie explicitement pour cette occasion, elle a demandé à PBI un accompagnement exceptionnel. Sophie Helle explique : « *Après s'être mise à la recherche d'Angel Quintero, sa famille a reçu de nombreuses menaces. Ceci l'a poussée à s'exiler hors de Colombie. Adriana Quintero se sentait donc plus tranquille en nous sachant à ses côtés pendant son séjour sur le territoire colombien.* »

PBI est consciente de l'importance d'être présente auprès des proches de personnes disparues sur le long terme, car il s'agit d'un combat de longue haleine. C'est pourquoi les brigadistes de la paix continuent d'accompagner différentes associations colombiennes qui viennent en aide aux victimes, notamment sur le plan juridique, afin d'obtenir justice et réparation. Sophie Helle en est persuadée : « *L'accompagnement de PBI, qu'il soit de protection, de visibilité ou émotionnel, représente un soutien important pour les défenseurs et défenseuses des droits humains engagé·e·s sur le terrain, surtout sur des questions aussi délicates que les disparitions forcées et comportant des risques élevés.* »



SITUATION COMPLEXE CONCERNANT LE TRAITEMENT DU PASSÉ AU GUATEMALA

Depuis 2018, le gouvernement est intervenu à plusieurs reprises dans les activités des Archives historiques de la police nationale guatémaltèque (AHPN) et a tenté de les passer sous silence. Depuis sa découverte fortuite en 2005, l'AHPN a réussi à préserver des millions de documents jusqu'alors inconnus et a apporté une contribution importante pour le traitement du passé au Guatemala. Ces documents représentent un apport considérable pour les enquêtes sur les crimes commis pendant les décennies de conflit armé et ont aidé à la lutte pour la justice. Au cours des deux dernières années, de nombreux employé·e·s ont été brusquement licencié·e·s, y compris le directeur de longue date. Le gouvernement a également décidé de ne plus accepter le soutien financier de la coopération internationale pour l'AHPN, bien que celui-ci soit sa principale source de financement depuis 2005. Il est incontestable pour la société civile que ces manœuvres du gouvernement visent à entraver l'accès aux informations de l'AHPN et sa contribution au traitement du passé. Bien que la Cour suprême guatémaltèque ait décidé le 3 mars 2020 que l'AHPN doit être protégé et son intégrité garantie, de nombreux éléments indiquent que la situation précaire de l'AHPN ne s'améliorera guère avec le nouveau gouvernement d'Alejandro Giammattei. PBI veille sur la situation sécuritaire de l'AHPN et s'est engagée en 2019 pour la conservation des archives au moyen d'un travail de plaidoyer.

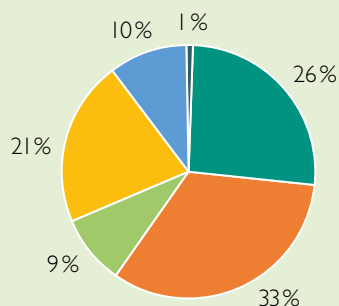
CORSIN BLUMENTHAL

BILAN AU 31 DECEMBRE

	2019 CHF		2018 CHF
ACTIFS			
Actifs circulants	171 465	84%	121 693
Actifs immobilisés	31 794	16%	39 229
TOTAL DE L'ACTIF	203 260	100%	160 922
PASSIFS			
FONDS ÉTRANGERS	24 205	12%	32 393
CAPITAL DE FONDS AFFECTÉS	83 870	41%	57 957
Fonds propres			
Fonds de projets suisses	33 184	16%	15 998
Fonds libre	15 000	7%	7 574
Fonds réserve	47 000	23%	47 000
TOTAL FONDS PROPRES	95 184	47%	70 572
TOTAL PASSIFS	203 260	100%	160 922

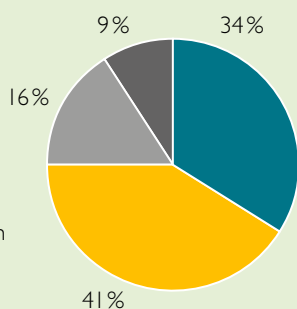
PRODUITS 2019

- Dons privés
- Subventions publiques
- Dons d'églises
- Dons de fondations
- Don d'organisations
- Autres produits



CHARGES 2019

- Contributions aux projets étrangers
- Charges en Suisse liées aux projets
- Charges de collecte de fonds
- Autres charges d'administration



COMPTE D'EXPLOITATION

	2019 CHF		2018 CHF
PRODUITS			
Dons privés	148 945	26%	125 116
Subventions publiques	187 550	33%	237 198
Dons d'églises	52 786	9%	88 826
Dons de fondations	115 261	20%	79 000
Dons d'organisations	54 634	10%	33 811
Autres produits	3 752	1%	7 900
TOTAL DES PRODUITS	562 928	100%	571 851
CONTRIBUTIONS AUX PROJETS ÉTRANGERS			
Guatemala	–	0%	–36 747
Honduras	–23 010	4%	–28 210
Mexique	–68 785	13%	–81 603
Colombie	–49 883	10%	–49 883
Indonésie	–	0%	–
Kenya	–18 246	4%	–50 500
Fonds commun	–16 782	3%	–14 525
TOTAL CONTRIBUTIONS AUX PROJETS ÉTRANGERS	–176 705	35%	–261 468
CHARGES EN SUISSE			
CHARGES DE PROJETS			
Charges de personnel	–158 892	31%	–151 814
Charges de projets	–49 838	10%	–39 107
CHARGES D'ADMINISTRATION			
Charges de personnel	–96 666	19%	–109 873
Récolte de fonds et charges administratives	–29 984	6%	–35 365
TOTAL CHARGES EN SUISSE	–335 380	65%	–336 159
TOTAL CHARGES	–512 085	100%	–597 627
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	50 843		–25 776
Résultat financier	–318		–468
RÉSULTAT AVANT VARIATION DU CAPITAL DES FONDS	50 525		–26 244
RÉSULTAT ANNUEL (AVANT VARIATION CAPITAL DE L'ORGANISATION)	24 613		–24 661
Utilisations / Allocations capital de l'organisation	–24 613		24 661
	–		–

La révision des comptes de PBI Suisse est faite en respect des recommandations de l'organe de révision (Swiss GAAP FER) et correspond aux objectifs de la Fondation ZEW. Le survol des comptes reproduits ici est un regroupement de l'exercice annuel révisé. Les comptes annuels détaillés peuvent être consultés auprès de PBI Suisse. Les comptes ont été révisés le 12.3.2020 par l'organe de révision élu par l'Assemblée générale le 25 avril 2019.



Des ateliers scolaires lors la Journée internationale des droits humains

Le 10 décembre dernier, à l'occasion de la Journée internationale des droits humains, PBI a proposé deux ateliers dans le cadre d'une matinée de sensibilisation aux droits humains au Collège du Sud à Bulle. Sophie Helle et Johan Jaquet, deux anciens volontaires suisses de PBI, et le défenseur kényan Samuel Kiriro ont dirigé ces ateliers. À travers leurs témoignages, ils ont offert un aperçu de l'accompagnement protecteur de PBI ainsi que de la problématique des droits humains en Colombie et au Kenya.

Nouveaux partenariats et défis pour PBI Suisse

Si le travail de protection des défenseurs et défenseuses des droits humains devient plus difficile dans certains domaines, de nouvelles opportunités apparaissent également. Le courage et la détermination des activistes constituent une motivation constante.

Expansion du réseau

Grâce aux défenseurs et défenseuses des droits humains invité·e·s en Suisse, de précieux contacts ont été établis et ont permis d'acquérir une visibilité au sein de nouveaux réseaux. En 2019, par exemple, la militante hondurienne Esdra Sosa Sierra a pu établir des contacts avec des organisations LGBTI+, ce dont a tiré parti PBI Suisse. Et grâce au leader paysan Franklin Almendares, également originaire du Honduras, il a été possible d'établir des liens avec des organisations proches de l'agriculture. En ce sens, les défenseurs et défenseuses des droits humains agissent en tant qu'ambassadeurs et ambassadrices auprès de nouveaux réseaux et apportent ainsi plus de reconnaissance et de visibilité à leur lutte.

Fondation de l'Association PBI Suisse romande

Depuis deux ans, trois personnes - deux employées et une stagiaire - travaillent pour PBI à Genève et le cercle des sympathisant·e·s n'a cessé de s'élargir en Suisse romande. Sur proposition de la Ville de Genève et afin de donner à nos activités une meilleure base juridique, le Groupe romand, dernier groupe régional existant de PBI, a été intégré à l'Association PBI Suisse romande. Celle-ci, fondée en novembre 2019, s'engage à sensibiliser la Suisse romande au travail de PBI et soutient le bureau de Genève pour les tâches logistiques des Speaking Tours.

Moins de volontaires suisses

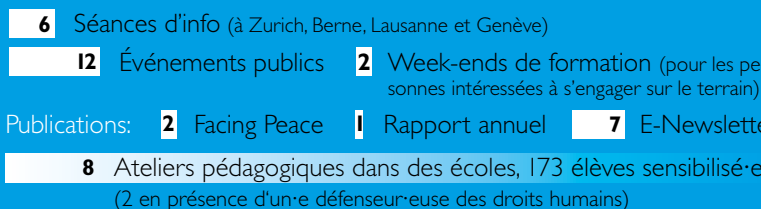
PBI dépend fortement des volontaires qui s'engagent à l'étranger pour devenir des observateurs·trices des droits humains pendant un an. Ces volontaires agissent comme des multiplicateurs en Suisse, car ils sont souvent actifs dans des réseaux nationaux, soutiennent des activités de sensibilisation et recrutent de nouveaux sympathisant·e·s et membres. Comme PBI Suisse a eu de la peine à recruter de nouvelles personnes prêtes à partir sur le terrain en 2019, nous avons adapté nos canaux publicitaires afin de mieux faire connaître les missions proposées pour les futurs volontaires.

Évolution des conditions cadres de la coopération au développement

Le retrait progressif de la coopération bilatérale suisse dans quatre des six pays où sont basés les projets de PBI risque d'affaiblir les réseaux nationaux concernés. En effet, les grandes oeuvres d'entraide, en grande partie financées par la Direction du développement et de la coopération (DDC), devront diminuer leur présence dans ces pays. La réduction de la contribution financière de la DDC augmente également la pression pour rechercher des fonds auprès des fondations, des églises et des particuliers, ce qui affecte aussi les petites organisations comme PBI.

ANDREA NAGEL

Sensibilisation en chiffres



Merci

Au nom des défenseuses et défenseurs des droits humains, nous vous remercions chaleureusement pour votre précieux soutien en 2019.



INSTITUTIONS PUBLIQUES

République et Canton de Genève
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Fedevaco
Fribourg-Solidaire
Service de la Solidarité Internationale (SSI)

FONDACTIONS

Dr. Jenö Staehelin Stiftung
Fondation Smartpeace
Inner Wheel Club Frauenfeld
Maya Behn-Eschenburg Stiftung
Schweizerische Gemeinnützige Gesellschaft
Stiftung Salientes

Stiftung Temperatio
Terra 21 Foundation
T.H. Kübler Stiftung

EGLISES

Ev.-ref. Kirche Bern-Jura-Solothurn
Ev.-ref. Kirche Kriens
Ev.-ref. Kirche Oetwil am See
Ev.-ref. Kirche Zug
Ev.-ref. Kirchgemeinde Aadorf-Aawang
Ev.-ref. Kirchgemeinde Arch
Ev.-ref. Kirchgemeinde Cordast
Ev.-ref. Kirchgemeinde Eggwil
Ev.-ref. Kirchgemeinde Frutigen
Ev.-ref. Kirchgemeinde Gsteig-Interlaken
Ev.-ref. Kirchgemeinde Heiliggeist
Ev.-ref. Kirchgemeinde Herrliberg
Ev.-ref. Kirchgemeinde Hindelbank
Ev.-ref. Kirchgemeinde Horgen
Ev.-ref. Kirchgemeinde Kirchdorf
Ev.-ref. Kirchgemeinde Kirchdorf
Ev.-ref. Kirchgemeinde Laupen
Ev.-ref. Kirchgemeinde Niederlenz
Ev.-ref. Kirchgemeinde Oberrieden
Ev.-ref. Kirchgemeinde Oetwil a. S.
Ev.-ref. Kirchgemeinde Saanen-Gsteig
Ev.-ref. Kirchgemeinde Schwarzenburg
Ev.-ref. Kirchgemeinde Steffisburg
Ev.-ref. Kirchgemeinde St. Gallen-Tablatt

Ev.-ref. Kirchgemeinde Töss
Ev.-ref. Kirchgemeinde Wallisellen
Ev.-ref. Kirchgemeinde Wehntal
Ev.-ref. Kirchgemeinde Windisch
Ev.-ref. Kirchgemeinde Zollikofen
Kath. Pfarramt St. Martin
Ev.-ref. Gesamtkirchgemeinde Bern
Ev.-ref. Kirchgemeinde Bern-Markus
Ev.-ref. Kirchgemeinde Heiliggeist
Ev.-ref. Kirchgemeinde Meikirch
Paroisse catholique romaine de Bienne et environs
Röm.-kath. Kirchgemeinde Buchrain
Röm.-kath. Kirchgemeinde Pieterlen
Röm.-kath. Pfarramt Ebikon
Röm.-kath. Pfarrei Heiliggeist Basel
Röm.-kath. Pfarrei Romanshorn
Sainte-Thérèse-Mission

ENTREPRISES

gidman EDV Dienstleistungen
Hofstetter Holding AG

Un grand merci également à toutes les donatrices et tous les donateurs individuels. Chaque contribution compte et nous aide à protéger les défenseuses et défenseurs des droits humains.





Le travail en réseau porte ses fruits

PBI observe avec inquiétude depuis quelques années que l'espace réservé à la société civile tend à s'ame- nuiser. Pour contrer cette tendance, PBI a décidé de renforcer son travail en réseau avec d'autres organi- sations de défense des droits humains.

Ainsi, PBI Suisse collabore activement au sein de la coalition ONG-LAC, composée d'organisations de droits humains ba- sées à Genève qui travaillent en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'objectif de cette coalition est la coordination des activités de plaidoyer auprès des Nations Unies entre les dif- férentes organisations. Ce faisant, nos actions sont concertées, bénéficiant de plus de poids et de crédibilité.

En 2019, ces efforts ont porté leurs fruits. En effet, les membres de la coalition ONG-LAC se sont réunis avec la Haute-Com- missaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet. Les ONG ont ainsi pu faire part à cette dernière de leurs préoccupations quant aux graves violations des droits humains se produisant en Amérique latine, relatives notam- ment aux agressions contre les personnes défenseuses. Notre coalition a alors demandé à la Haute-Commissaire des prises

de position publiques pour reconnaître l'importance du travail des activistes des droits humains et condamner les attaques à leur encontre.

L'utilité du travail en réseau peut aussi être illustrée à travers l'exemple du Kenya. En décembre 2019, PBI a accueilli en Suisse les activistes Rahma Wako du Mathare Social Justice Centre et Samuel Kiriro de la Ghetto Foundation. Les défenseurs étaient notamment à Genève afin de participer à la pré-session de l'Examen Périodique Universel du Conseil des Droits de l'homme de l'ONU en représentation d'une coalition de douze organisations communautaires de Nairobi.

La coalition a ainsi pu dénoncer aux représentant·e·s des mis- sions permanentes auprès de l'ONU les violences se produi- sant dans leurs communautés et présenter leurs requêtes à cet égard. Ces efforts ont payé : lors de l'Examen, pas moins de 10 missions ont recommandé au Kenya d'enquêter sur les cas d'abus de force et d'exécutions extrajudiciaires commis par les forces de police et de poursuivre en justice les responsables.

KIM-MAI VU

Le plaidoyer à Genève et à Berne en chiffres

18 Réunions avec des autorités étrangères

9 Réunions avec des autorités suisses

25 Réunions avec des ONG (nationales et internationales)

13 Défenseuses et défenseurs des droits humains, originaires de six pays, venue·s en Suisse

45 Réunions avec des représentant·e·s de l'ONU

PAS À PAS VERS LA PAIX ET LES DROITS HUMAINS – GRÂCE À VOUS!

Soutenez-nous de plusieurs manières :

- Faites **un don ponctuel ou régulier**
- Devenez **membre** et participez à notre vie associative! (CHF 100.–)
- **Parrainez un atelier** dans une école (CHF 200.–)

Compte postal :

17-519476-6

IBAN: CH21 0900 0000 1751 9476 6



*Avec un legs,
vous protégez
les défenseuses et défenseurs
des droits humains.*

Merci!

Peace Brigades International
katia.aeby@peacebrigades.ch, 031 372 44 44
www.peacebrigades.ch



Peace Brigades International PBI Schweiz/Suisse
Gutenbergstrasse 35, 3011 Berne
Téléphone 031 372 44 44, info@peacebrigades.ch

Impressum Peace Brigades International – Suisse | Schweiz
Rédaction : Anna Manconi, Natacha Cornaz
Graphisme : Christian Jaberger; Impression : Paul Bütetiger SA, Biberist
Tirage : 1000 en allemand, 500 en français